

# S'ORGANISER



Créer des coalitions,  
lutter contre  
la privatisation





les femmes, une force du syndicat

**SCFP**

Syndicat canadien de la fonction publique [scfp.ca](http://scfp.ca)

Pour en commander, envoyez un courriel à [egalite@scfp.ca](mailto:egalite@scfp.ca) ou communiquez avec le Service de l'égalité du SCFP national au 613-237-1590.

## Notre travail a une portée considérable



Le présent numéro de *S'Organiser* arrive à la veille de notre congrès national—notre parlement—où quelque 2 000 militants se réuniront pour débattre de principes et imprimer une orientation à notre syndicat national.

Souvent, nos membres, nos sections locales et notre personnel nous font part de leurs différents points de vue. Mais il est rare que nous sachions ce que pensent nos employeurs du travail accompli par notre

syndicat. Au niveau local, nous le savons chaque jour, mais au niveau national, il est plus rare que nous en prenions connaissance.

J'ai entendu quelques propos très intéressants au cours des trois journées que le confrère Claude, quelques-uns de nos principaux militants et membres du personnel et moi-même avons passés à Calgary. Nous y étions pour assister au congrès annuel de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), du 1<sup>er</sup> au 4 juin. Avec la présence de plus de 1 700 maires et conseillers, la conférence offrait l'occasion rêvée de faire du lobbying auprès des employeurs de nos 150 000 membres du secteur municipal.

Le maire de Grande Prairie, en Alberta, est passé à notre stand du SCFP. Il tenait à nous remercier pour le prix en alphabétisation que sa ville et la section locale 787 ont reçu de l'Association canadienne des administrateurs municipaux. Il m'a confié qu'il n'avait jamais entendu parler de projets mixtes en alphabétisation avant d'assister à un congrès de la FCM à Edmonton, en 2004. Il était venu nous rencontrer à notre stand et avait pris quelques-uns de nos documents.

Un peu plus tard, un monsieur s'est approché de moi et s'est présenté comme un ancien militant du SCFP du Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse. Il en est maintenant à son troisième mandat comme conseiller municipal de cette localité. Lui aussi voulait nous remercier. Il m'a expliqué qu'il avait appris à prendre la parole en public et à comprendre la procédure parlementaire lorsqu'il était militant syndical. La formation qu'il a reçue au SCFP l'aide tous les jours à assumer ses fonctions de conseiller et il avait toujours voulu dire merci au SCFP.

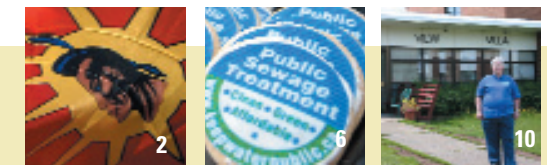
Ces deux témoignages en disent long sur ce que fait notre syndicat. Et ce ne sont là que deux exemples des commentaires positifs que nous avons entendus à Calgary. Ils me rappellent que ce que font nos membres et notre syndicat a un impact très positif sur les gens et sur les collectivités.

En toute solidarité,

Le président national,

*Paul Moist*

Paul Moist



## Table des matières

### 2 Au cœur de l'action

Victoire à la Cour suprême; Lock-out au *Journal de Québec*; Accord sur la mobilité de la main-d'œuvre; Campagne d'investissement dans les services sociaux; Le SCFP sur la scène politique.

### 12 Travailler ensemble

Première rencontre nationale des conseils régionaux; Conférence nationale sur les garderies; Groupe de travail national sur la participation des femmes; FCM, ABC et Conférence municipale de l'Ouest; Conférence d'étude du Commonwealth.

### 18 Le SCFP au Canada

La fièvre monte en Colombie-Britannique; Ontario : le fragile équilibre entre négociations et lobbying; Syndicat des paramédics du Nouveau-Brunswick; Résistance à une interdiction de grève en Nouvelle-Écosse.

### 20 Révolution culturelle

Livres et cinéma : quoi de neuf ?

### 20 Le mot du secrétaire-trésorier national

« Donnez et vous recevrez »

### Reportages

#### 6 Les collectivités se mobilisent contre la privatisation

La création de coalitions a permis de remporter d'importantes victoires partout au Canada dans divers secteurs, dont les foyers de soins infirmiers, les hôpitaux et les services municipaux. Par Karin Jordan

#### 10 Négociations coordonnées : la force par la solidarité

L'initiative stratégique nationale du SCFP se concrétise en Colombie-Britannique, en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Par Diane Kalen, Pat Daley et Danielle Savoie

#### 16 L'assurance maladie, revue et corrigée

Coup d'œil sur ce que fait maintenant le « père de l'assurance maladie au Québec » et recommandations de penseurs progressistes pour l'avenir de ce programme. Par Alexandre Boulerice et Beth Smillie



ISSN 1208-3747

S'Organiser est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique. Veuillez adresser toute correspondance à : Communications-SCFP, 21, rue Florence, Ottawa (Ontario) K2P 0W6. Téléphone : 613-237-1590. Télécopieur : 613-237-5508. Nous acceptons de publier les lettres qui nous sont envoyées, mais nous nous réservons le droit de les remanier pour plus de concision ou de clarté. Tout article publié dans S'Organiser peut être repris pourvu que la source soit mentionnée.

Envois de publications, n° de convention de vente : 400005741

Retourner les copies non distribuables au Canada à : Communications-SCFP, 21, rue Florence, Ottawa (Ontario) K2P 0W6

Visitez le site Web du SCFP à [www.scfp.ca](http://www.scfp.ca) ou communiquez avec nous à [courrier@scfp.ca](mailto:courrier@scfp.ca)

Directrice des communications par intérim : Louise Leclair  
Services de rédaction-administration : DeGros Marsh Consulting  
Services de traduction : Louise O'Neill et Victoria Barkoff  
Conception graphique : Julie Turmel  
Photo de la page couverture : Danielle Savoie

Le personnel des communications : Lou Arab, Robert Bellerose, Alexandre Boulerice, James Chai, Ian Clysdale, Pat Daley, Valerie Dugale, Wendy Forbes, Daniel Gawthrop, Sébastien Goulet, Karin Jordan, Diane Kalen, Robert Lamoureux, Chris Lawson, Dennis Lewycky, Catherine Louli, John McCracken, Doreen Meyer, Roseanne Moran, Danielle Savoie, Beth Smillie, Audra Williams et Stella Yeadon.

Adjointes à la rédaction : Hélène Bélanger, Manon Lajoie-Beaulne et Céline Carré.

**SCFP** **ACS**

Imprimé par des employés syndiqués sur du papier recyclé après consommation sans chlore à 25 %, certifié par le Forest Stewardship Council.

Syndicat canadien de la fonction publique

**Conseil exécutif national**

Président national – Paul Moist  
Secrétaire-trésorier national – Claude Généreux

**Vice-présidences générales**

Mario Gervais  
Tom Graham  
Rick MacMillan  
Barry O'Neill  
Patrick (Sid) Ryan

**Vice-présidences régionales**

Donna Ryan – Terre-Neuve-et-Labrador  
Danny Cavanagh – Nouvelle-Écosse  
Daniel Légère – Nouveau-Brunswick  
Donalda MacDonald – Île-du-Prince-Édouard  
Charles Fleury – Québec  
Claude Turcotte – Québec  
Michael Hurley – Ontario  
Candace Rennick – Ontario  
Wyman MacKinnon – Nord de l'Ontario  
Kevin Rebeck – Manitoba  
Frank Mentès – Saskatchewan  
D'Arcy Lanovaz – Alberta  
Mark Hancock – Colombie-Britannique  
Fred Muzin – Colombie-Britannique

**Vice-présidences de la diversité**

Dharam Boodhoo  
Leo Cheverie

## La Cour suprême juge que la négociation collective est protégée par la Charte

En janvier 2002, les libéraux provinciaux de la Colombie-Britannique adoptaient la loi 29, l'une des plus controversées de l'histoire de la province. La loi 29, intitulée *Health and Social Services Delivery Improvement Act* (Loi sur l'amélioration de la prestation des services de santé et des services sociaux), dépouillait les travailleurs de la santé de leur droit à la négociation collective. Elle éliminait ou réécrit les dispositions relatives à la sous-traitance et à l'ancienneté et d'autres clauses des conventions collectives du secteur de la santé et des services sociaux.

Dans la foulée de la loi 29, jusqu'à 8 000 travailleurs de la santé ont été mis à pied pendant le premier mandat du gouvernement libéral de la Colombie-Britannique. Cette loi a aussi pavé la voie à la plus importante privatisation des services de santé au Canada. Le nettoyage et l'alimentation et d'autres services de soutien hospitalier dans les centres les plus peuplés de la province ont été sous-traités à des multinationales qui se sont empressées de couper les salaires de moitié. Le roulement de personnel a donc augmenté, ce qui a nuit à la qualité des services offerts.

Dès le début, le SCFP national, le SEH-SCFP et d'autres syndicats se sont opposés à la loi 29. Au SCFP, nous avons consacré d'importantes ressources à cette lutte, d'abord en mars 2002, devant la Cour suprême de la Colombie-Britannique, puis devant la Cour d'appel de la Colombie-Britannique et, enfin, devant la Cour suprême du Canada.

En juin de cette année, la Cour suprême du Canada a jugé que certains

articles de la loi 29 contrevenaient à la *Charte canadienne des droits et libertés*. « La Cour suprême du Canada a déterminé que le droit des travailleurs à négocier collectivement est si important pour l'ensemble de la société qu'il est protégé par la *Charte canadienne des droits et libertés* », a rappelé Paul Moist, le président national du SCFP.

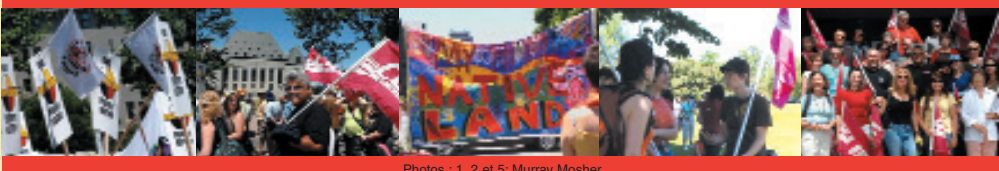
« Depuis cinq ans, tout le monde sait ce que vaut la loi 29. C'est une mauvaise loi qui a semé la pagaille dans le secteur des soins de santé, selon Judy Darcy, agente d'affaires du Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH). Mais le plus haut tribunal du pays a jugé que cette loi viole les droits de nos membres qui sont protégés par la *Charte*. »

Dans un jugement à 6 contre 1, la Cour a décidé que la liberté d'association, garantie par l'article 2(d) de la *Charte*, comprend un droit procédural à la négociation collective. « Cette décision a des implications historiques qui ne se limitent pas aux syndicats du secteur de la santé, a précisé Barry O'Neill, président du SCFP de la Colombie-Britannique. Le jugement de la Cour suprême oblige le gouvernement provincial à réécrire cette loi à l'avantage des travailleuses et travailleurs britannico-colombiens. »

Claude Généreux, secrétaire-trésorier national du SCFP, est d'accord. « Désormais, dit-il, les gouvernements qui s'ingèrent dans les conventions collectives librement négociées et dans le droit à la négociation collective des salariés doivent justifier leur geste en regard de la protection accordée par la Charte des droits. »

■ Catherine Louli

## 29 juin 2007: Journée nationale de protestation des Autochtones



Photos : 1, 2 et 5: Murray Mosher

Photo : Jean-Claude Tremblay, MédiaMatinQuébec



(de g. à d.) Denis Bolduc, président de la section locale 1450 du SCFP et porte-parole des travailleurs lockoutés, Claude Généreux, secrétaire-trésorier national du SCFP, Sylvain Blanchette, conseiller syndical du SCFP, et Michael Butler, adjoint exécutif du confrère Généreux, qui tiennent le journal du syndicat MédiaMatinQuébec.

Manifestation contre le lock-out, 11 juillet 2007, à Québec.

Le 22 avril dernier, à 9 heures, on barricadait l'édifice du *Journal de Québec* en l'entourant de barrières de métal et on y postait une trentaine de gardiens de sécurité. En négociation avec ses employés depuis le 1<sup>er</sup> décembre, Corporation Sun Media (Quebecor) décrétait le lock-out de ses employés de bureau, journalistes et photographes.

Quotidien numéro un à Québec, le *Journal de Québec* engrange pourtant des profits nets de près de 25 millions de dollars par année. À la fin de 2005, quand le quotidien concurrent *Le Soleil* annonce qu'il passe au format tabloïd, c'est tout naturellement que les employés acceptent de prolonger d'un an la convention collective afin de permettre à l'entreprise de mieux affronter la concurrence. En 40 ans d'histoire, le *Journal de Québec* n'a jamais connu de conflit de travail.

Bizarrement, en dépit de tous ses succès économiques, l'employeur décide que la situation ne peut pas durer et il se prépare à une démonstration de force sans précédent. En septembre 2006—assez tôt avant le lock-out pour contourner les dispositions anti-briseurs de grève du *Code du travail* du Québec—l'entreprise embauche 14 cadres supplémentaires. En novembre 2006, « en prévision de négociations difficiles au *Journal de Québec* », Anne-Marie Cadieux, cadre de Quebecor, envoie un courriel pour recruter des journalistes « prêts à s'exiler à Toronto pour la durée du conflit [...] ». Ces gens, écrit-elle, seront

## Un lock-out pas banal au Journal de Québec

généreusement récompensés ». Le courriel se retrouvera dans le journal montréalais *La Presse* et la dame en question quittera Quebecor. En janvier 2007, une salle de presse fantôme est installée au troisième étage du *Toronto Sun*.

Le 22 avril, l'employeur passe à l'action et pense casser les syndiqués en jetant à la rue les employés de la rédaction et ceux des bureaux.

### Réponse des sections locales 872, 1450 et 2808 du SCFP

Solidaires, les salariés de l'imprimerie refusent d'entrer au travail et, le jour même, votent la grève à 97 %. Le lendemain, au moment où tous les médias se pointent vers l'édifice du *Journal*, les syndiqués annoncent qu'il n'y aura pas de piquet de grève. La scène est d'autant plus cocasse que l'entreprise s'est barricadée comme si des terroristes s'apprêtaient à l'attaquer.

Deux jours après l'annonce du lock-out, c'est la surprise générale : les syndiqués publient le premier numéro d'un quotidien gratuit, le *MédiaMatinQuébec*, qu'ils distribuent eux-mêmes aux quatre coins de la ville de Québec. Tiré à 40 000 exemplaires, le quotidien reçoit un accueil enthousiaste de la population.

Pour les salariés en conflit, la publication d'un quotidien gratuit se veut avant tout un moyen de faire connaître le conflit et leur cause. Le recours à ce moyen de pression original suscitera de nombreux

commentaires. Dans certains médias, on est allé jusqu'à dire qu'on était en présence d'une nouvelle forme de syndicalisme.

Plus le temps passe, plus les appuis aux syndiqués se multiplient : du SCFP au Québec et dans le reste du Canada, d'autres affiliés de la FTQ et d'autres grands syndicats québécois.

### Qui sait ce que nous réserve l'avenir?

Au moment d'écrire ces lignes, à moins d'un changement d'attitude de l'employeur, le lock-out au *Journal de Québec* semble bien loin d'être terminé. Aucune négociation n'a eu lieu depuis le début du lock-out. Quebecor, pour qui « les affaires sont les affaires », est en train d'essayer d'acheter encore une autre chaîne de quotidiens, *Osprey*, en Ontario. Corporation Sun Media (Quebecor) a eu recours à plusieurs appels devant les tribunaux, entre autres pour empêcher la publication du quotidien du syndicat. En cour, Quebecor a essayé d'invoquer la loyauté dont doivent faire preuve ses employés, même pendant un lock-out!

En créant de toutes pièces un conflit au *Journal de Québec*, Quebecor nous aidera peut-être à écrire une nouvelle page d'histoire dans les relations de travail.

■ Robert Bellerose

✉ Pour en savoir plus sur l'employeur, sur sa situation financière et sur ses pratiques de travail, allez à [scfp.ca/greves/Un\\_conflit\\_cr\\_de\\_tou](http://scfp.ca/greves/Un_conflit_cr_de_tou)



## Accord sur la mobilité de la main-d'œuvre



Stephen Shrybman (au centre) se joint au président national du SCFP Paul Moist et au secrétaire-trésorier national du SCFP Claude Généreux dans le cadre d'un exposé sur l'ACIMMO présenté à la dernière conférence de la Fédération canadienne des municipalités.

Au tout début de l'été, un peu avant la fin de la session à la Chambre des communes, le ministre de l'Industrie Maxime Bernier affirmait que la mobilité de la main-d'œuvre est un droit de citoyenneté. Cette déclaration s'inscrivait dans la campagne de promotion de l'Accord sur le commerce, l'investissement et la mobilité de la main-d'œuvre (ACIMMO).

Le SCFP a demandé à Steven Shrybman, associé au cabinet d'avocats Sack Goldblatt Mitchell, d'examiner l'ACIMMO et de rédiger un avis juridique sur l'accord. Selon M. Shrybman, « comme pour d'autres aspects des motifs invoqués pour la mise en œuvre de l'ACIMMO, il est difficile de trouver des faits démontrant l'existence de problèmes importants de mobilité de la main-d'œuvre au Canada, ou prouvant que les solutions qui existent pour remédier à ces quelques problèmes sont inefficaces. »

Pour les 20 pour cent de travailleurs canadiens qui doivent obtenir un certificat ou un permis pour exercer leur métier ou leur profession, des organismes fédéraux-provinciaux travaillent depuis un certain temps, avec succès, à accroître la mobilité et à éviter les dédoublements inutiles dans les règlements provinciaux.

« Il est tout aussi important, poursuit M. Shrybman, de reconnaître que les normes de formation et de certification visées par le ministre Bernier ont été établies pour garantir que les gens possèdent la compétence voulue pour exercer une profession ou un métier particuliers,

cela dans le but de protéger les travailleurs, les patients, les consommateurs et, de façon plus générale, la sécurité du public. Mais ces importants objectifs sont en fait menacés par l'ACIMMO. »

Néanmoins, le ministre Bernier a décidé que « l'ACIMMO est un modèle pour le Canada » et il incite les provinces à participer à la course vers le dénominateur commun le plus bas en matière de réglementation provinciale.

« L'ACIMMO fournit aux fournisseurs de services privés des occasions sans précédent de faire valoir leurs intérêts, ainsi qu'un forum sympathique pour ce faire, avertit le président national du SCFP, Paul Moist. En somme, les contestations comme celle qu'a intentée le D<sup>r</sup> Chaoulli

[pour instaurer la prestation privée à but lucratif] contre le système d'assurance maladie du Québec seront probablement entendues par les instances prévues par l'ACIMMO, ce qui évitera de perdre des années à entamer des poursuites devant les tribunaux nationaux. »

Le pire, avec l'ACIMMO, c'est qu'il est inutile. Les restrictions au commerce interprovincial sont presque inexistantes au Canada. Nous n'avons pas de postes douaniers le long des frontières provinciales et aucun tarif n'est imposé au commerce interprovincial.

■ Catherine Louli

Pour en savoir plus sur l'avis de Steven Shrybman, allez à [scfp.ca/tilma/Laccord\\_sur\\_le\\_comme](http://scfp.ca/tilma/Laccord_sur_le_comme)

## Campagne en faveur d'un réinvestissement dans les services sociaux

Après des préparatifs qui ont duré près d'un an, une campagne conjointe lancée par des organismes de services sociaux et des syndicats pour inciter le gouvernement ontarien à réinvestir dans le secteur a déjà commencé à donner des résultats tangibles. Le 5 juin, plus de 800 travailleurs, syndiqués et non syndiqués, au service de 85 organismes et groupes syndicaux, ont bravé des températures particulièrement froides pour expliquer, sur la pelouse de la législature provinciale, leur travail et leur rôle dans l'édification de collectivités dynamiques.

La formation de cette coalition, dirigée par un groupe de neuf organismes et quatre syndicats, arrive après une décennie de sous-financement et de compressions imposées par les différents paliers de gouvernement. La capacité des organismes de services sociaux à servir leur collectivité tout en respectant leurs coûts de base, y compris des salaires et des avantages sociaux acceptables pour les

travailleurs des premières lignes, s'est énormément affaiblie.

« De nombreux organismes hésitent à entreprendre des moyens d'action politique contre leurs bailleurs de fonds et, habituellement, les travailleurs luttent avec leur employeur lorsque la source du problème est le manque de financement du gouvernement, selon Fred Hahn, secrétaire-trésorier du SCFP-Ontario, qui a travaillé dans le secteur des services sociaux pendant de nombreuses années. Le fait que tant d'organismes soient venus à Queen's Park avec leurs travailleurs et leurs syndicats est un événement puissant et unificateur. »

La coalition prépare d'autres moyens d'action, notamment pour les prochaines élections provinciales, pour exiger le réinvestissement fédéral et municipal dans les services sociaux.

■ Valerie Dugale



## Programme Témoin silencieux à l'Î.-P.-É

Shelly n'avait que huit ans lorsque sa mère, Shirley Ann Duguay, a été tuée par son conjoint de fait, dont elle était séparée. Bénévole pour le programme Silent Witness (Témoin silencieux), Shelly prend maintenant le temps de parler, à l'Île-du-Prince-Édouard, de la violence conjugale. Entourée de 11 silhouettes grandeur nature représentant les femmes victimes de violence familiale, Shelly a raconté ce qu'elle a vécu aux délégués du congrès annuel du SCFP de l'Î.-P.-É. tenu en mai, à Summerside. « Cette courageuse jeune femme a touché les délégués », raconte Donald MacDonald, présidente du SCFP de l'Î.-P.-É. Le SCFP a offert 2 500 \$ pour contribuer à cette croisade contre la violence familiale.

## Le SCFP sur la scène politique

Pendant les 12 derniers mois, il y a eu des élections dans cinq provinces—Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Québec, Manitoba et Île-du-Prince-Édouard—et dans les municipalités de sept provinces et territoires—Manitoba, Saskatchewan (région urbaine), Yukon, Ontario, Île-du-Prince-Édouard, Territoires-du-Nord-Ouest et Nunavut—et les membres du SCFP y ont joué un rôle particulièrement actif.

Le SCFP, à titre de plus grand affilié de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, a participé à la campagne syndicale des élections de mars 2007 au Québec, accordant son appui au Parti Québécois. Malgré ces efforts, le Parti Libéral a obtenu un gouvernement minoritaire et l'Action Démocratique du Québec a détrôné le PQ comme parti d'opposition.

Les Manitobains sont allés aux urnes le 22 mai et ont élu 36 députés néo-démocrates formant ainsi encore une fois un gouvernement du NPD. « Le syndicat a travaillé à faire élire un gouvernement qui accorde plus de valeur aux gens et aux services publics qu'aux baisses d'impôt et à la privatisation, a déclaré Kevin Rebeck, président du SCFP-Manitoba. Nous devons maintenant collaborer avec le gou-

vernement pour faire en sorte qu'il mette en pratique ses politiques et réalise ses promesses et nous devons veiller à ce que les travailleurs du Manitoba ressentent les bienfaits de leur victoire électorale. »

Trois femmes du SCFP étaient candidates au Manitoba. Marilyn Brick (section locale 500 du SCFP) a été réélue; Sharon Blady (section locale 3909 du SCFP) s'est présentée dans un châteaufort conservateur et a gagné; et la conseillère syndicale du SCFP Denise Harder, candidate dans un comté qui a toujours été conservateur, a récolté une très respectable deuxième place. « C'est formidable de voir que des femmes du SCFP montrent la voie et sont candidates à des élections. Merci, consœurs », a ajouté Kevin Rebeck.

Quelques jours plus tard, le 28 mai, les élections à l'Île-du-Prince-Édouard ont abouti à un changement politique radical. En effet, les conservateurs se sont fait montrer la porte lorsque les libéraux ont remporté une immense majorité. Pendant la campagne électorale, plus de 60 militants avaient participé à la toute première conférence sur l'action politique organisée pour les membres du SCFP à l'Î.-P.-É.

Le SCFP de l'Î.-P.-É. a joué un rôle actif dans la campagne, notamment en

posant des questions aux leaders des trois partis sur des enjeux syndicaux et en publiant leurs réponses dans une brochure qui a été distribuée aux membres. « Nous voulions que, pendant les élections, nos membres fassent le lien entre la boîte à lunch et la boîte de scrutin, a déclaré Donald MacDonald, présidente du SCFP de l'Î.-P.-É. Les enjeux des travailleurs étaient à l'avant-scène. Les trois chefs de parti sont venus rencontrer les délégués de notre congrès annuel et ont répondu à leurs questions—une première pour le SCFP sur l'île. À la fin, nous avons reçu quelques engagements des partis et nous verrons à ce qu'ils respectent leurs promesses. »

En Ontario, où les électeurs iront aux urnes le 10 octobre, le SCFP-Ontario a concocté un plan exhaustif pour faire élire des députés progressistes et mobiliser les membres du SCFP. Le SCFP-Ontario a commencé sa planification dès janvier, aux conférences sectorielles où des séminaires d'action politique avaient été organisés. Les délégués ont déterminé d'importants enjeux électoraux et discuté de stratégie électorale. Le SCFP-Ontario mettra de l'avant un programme axé sur les gens (*Putting People First*) et consacra d'importantes ressources aux élections.



# Les collectivités se mobilisent contre la

# PRIVATISATION



Photos 1, 2 et 3 : Manifestation contre la fermeture d'un service de buanderie d'hôpital à North Bay.

Photo 4 : Au Nouveau-Brunswick, la collectivité s'est mobilisée pour empêcher la privatisation des patinoires publiques.

Photo 5 : Carleen Pickard, organisatrice régionale du Conseil des Canadiens pour la C.-B. et le Yukon (à gauche), avec Pete Davidson, de la section locale 2010 du SCFP, et Pina Belperio, du chapitre de Whistler du Conseil des Canadiens.

Tout est dans la manière. Lorsque des membres du SCFP s'attaquent à la privatisation et à la sous-traitance, c'est habituellement dans le cadre de coalitions. Comme le rapporte Karin Jordan, les membres du SCFP savent qu'ils sont plus forts lorsqu'ils travaillent avec d'autres pour défendre les services publics.

## La combinaison gagnante

Il faut une collectivité pour abattre un géant. À Stellarton, en Nouvelle-Écosse, des travailleurs et l'ensemble de la collectivité ont récemment empêché la multinationale des soins de santé Sodexo de mettre son pied dans la porte d'un foyer de soins infirmiers de la Nouvelle-Écosse. Les membres vigilants de la section locale 2330 du SCFP, au service de la Valley View Villa, ont su très tôt que la société projetait de présenter une soumission pour obtenir le contrat de gestion des services de soutien du foyer. « Une fois nos membres convaincus, nous savions que l'étape suivante était de persuader les familles des pensionnaires, raconte Betty

Jean Sutherland, présidente de la section locale 2330 du SCFP. Ensuite, la campagne a progressé rapidement. »

L'argument de vente était simple. La Valley View Villa est censée être le chez-soi des êtres chers qui ne peuvent plus demeurer seuls. Confiant la gestion à une multinationale française qui a la réputation de rogner sur les coûts aurait abouti à une diminution de la qualité des soins, ce qui aurait nui aux pensionnaires. « Très rapidement, nous avons pu compter sur la recherche menée par le SCFP national et le SEH (Syndicat des employés d'hôpitaux) sur les antécédents de Sodexo pour faire valoir notre point de vue, explique M<sup>me</sup> Sutherland. Dès que notre campagne s'est amorcée, le projet de la société était voué à l'échec. »

« Nous n'aurions jamais pu arriver à ce résultat sans le soutien du syndicat provincial et national, précise-t-elle. Nous avons la base voulue pour organiser notre campagne rapidement, ce qui était essentiel pour stopper la soumission », conclut M<sup>me</sup> Sutherland.

## Une campagne électorale payante

À Sudbury, la section locale 4705 du SCFP (travailleurs municipaux) a pris part à une campagne communautaire pour

faire élire un nouveau maire plus progressiste. Ces efforts ont ouvert la voie au rapatriement à l'interne des travaux de déneigement. La section locale a pu démontrer au nouveau maire et à son conseil municipal que la sous-traitance du travail coûtait 1,25 million de dollars en heures d'attente, en plus des 750 000 \$ qu'ont reçus les entrepreneurs pour enlever la neige l'hiver dernier. « C'était immoral, presque criminel », s'indigne Wyman MacKinnon.

Un comité formé d'opérateurs de chasse-neige et d'autres représentants locaux, ainsi que du conseiller syndical de la section locale, a examiné la situation en matière de sous-traitance et a préparé son propre plan de contrôle hivernal qui permettait d'économiser tout en assurant un service fiable offert par des membres du SCFP. Le conseil municipal a adopté le plan, qui prévoit couper de moitié le nombre de sous-traitants pour 2007-2008, avec une autre réduction de 25 à 30 pour cent l'hiver suivant.

« Nous pouvons en faire tellement plus maintenant. Avant, nous avions deux ou trois conseillers favorables aux syndicats, ce qui était très bien. Mais lorsque la personne qui occupe le grand fauteuil apprécie et comprend votre travail, c'est encore bien mieux », conclut M. MacKinnon.

## Dire non aux hôpitaux privés

À North Bay, le SCFP participe à une coalition anti-privatisation en organisant une autre sorte de vote. Les citoyens ont signé des cartes d'allégeance les engageant à voter, aux prochaines élections, en faveur du maintien du caractère public à 100 pour cent des hôpitaux en Ontario—pas de financement privé, pas de propriété privée, pas de services privatisés et pas de réduction de personnel. Au moment de mettre sous presse, nous attendions toujours le résultat de ce vote.

« La méthode de la Coalition ontarienne de la santé est axée sur la mobilisation sur le terrain dans la localité où est situé l'hôpital en PPP », dit Michael Hurley, président du Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario du SCFP.

À North Bay, le SCFP et la coalition de la santé font les liens nécessaires pour montrer le tort que cause à la collectivité la privatisation de l'hôpital à fort prix. Le Centre de santé régional de North Bay a dépassé son budget de plus de 500 millions de dollars. Peu après, un service de buanderie d'hôpital fermait ses portes et 26 emplois locaux disparaissaient de la collectivité.

« Les élus soutiennent qu'il n'y a aucun lien entre les deux événements, dit Henri Giroux, président de la section locale 146

et du conseil régional du SCFP. Mais il ne fait aucun doute que ce qui est arrivé à notre service de buanderie est le résultat de la privatisation et de la restructuration. »

La stratégie de la coalition a donné d'excellents résultats. Tony Clement, ancien ministre de la Santé de l'Ontario, a été emporté par la tempête de colère provoquée par un hôpital en PPP dans son comté. Les libéraux tentent toujours de promouvoir les hôpitaux à financement privé, mais ils ont considérablement réduit l'ampleur de la privatisation et ils promettent que la majeure partie des services de soutien ne seront pas sous-traités. « Nous avons obligé les libéraux à reculer et nous devons maintenir la pression », affirme Michael Hurley.

## Garder la sécurité d'emploi et un bon service

À Winnipeg, tout sauf les « les canalisations, l'asphaltage et la police » est à vendre au plus offrant et menacé de privatisation par la Commission du développement économique de Winnipeg. La Commission vise directement les clauses de sécurité d'emploi dans la convention collective de la section locale. Les membres de la section locale 500 se mobilisent pour défendre leur

convention collective et les services de la collectivité.

« La Ville voudrait que ce soient des bénévoles—adolescents et personnes âgées—qui s'acquittent des tâches normalement effectuées par des travailleurs municipaux dévoués. Loin de remercier le personnel de la ville pour sa contribution à la vie de Winnipeg, ce rapport leur assène une véritable giflette, déplore Garry Swanson, président de la section locale 500 du SCFP. Les gestionnaires sous-traiteront et privatiseront les services même si cette décision n'a aucun sens, ni économique, ni administratif. »

## Solutions partagées

« Lorsque le gouvernement conservateur de l'Alberta a annoncé qu'il avait l'intention de privatiser le financement des écoles, nous avons ouvert les hostilités en évoquant les désastres de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick », raconte D'Arcy Lanovaz, président de la division de l'Alberta.

« La vitesse tue, ironise-t-il au sujet des bienfaits d'un accès rapide à l'information que possèdent d'autres régions. Nous nous tournons maintenant vers les conseils de parents et vers l'ensemble de la collectivité.

(suite à la page 9)



Kim Manton, coordonnatrice de la campagne de la coalition Eaux aguets de Victoria et membre du SCFP, distribue des biscuits "propres, écologiques et économiques" à Graham Bewley, opérateur des eaux usées et membre de la section locale 1978 du SCFP.



Photo : Nic Hume

natrice à temps plein de la coalition Eaux aguets du Grand Victoria, grâce au soutien de sa section locale et du SCFP national.

La campagne renforce sa section locale. « Elle montre aux membres que leur syndicat national et la collectivité nous appuient, ce qui les incite à participer », affirme-t-elle.

L'inclusion de groupes environnementaux dans la coalition a permis d'édifier un front uni qui fait échec aux tentatives de l'opposition pour dresser les syndicalistes contre les environnementalistes. « Notre campagne porte sur la protection de nos ressources : environnement, fonds publics et intérêt public. Notre slogan est "Le traitement public des égouts : propre, écologique, abordable". Il lie tous les enjeux et montre que, pour protéger l'environnement, il faut rester public », explique Justin Schmid, président de la section locale 374 du SCFP et coprésident du comité Eaux aguets Island.

Le large éventail d'intervenants autour de la table encourage Peter Justo, membre du Conseil des Canadiens, qui participe à la coalition. « Le travail de coalition est essentiel, parce que seuls, nous n'avons pas assez de ressources », croit Peter Justo.

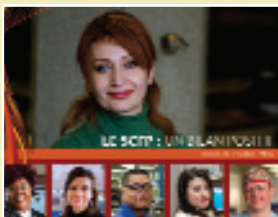
Pour Justin Schmid, les nouvelles pressions exercées par le gouvernement rendent le travail de coalition encore plus critique. Le dernier budget fédéral instaurait de nouvelles mesures pour lier l'argent de l'infrastructure à la privatisation. « Nous subissons la pression de deux côtés, ajoute-t-il. Alors nous devons montrer que les PPP sont de la privatisation et résister encore plus fort. »

Qu'il s'agisse de foyers de soins, de services d'enlèvement de la neige, d'hôpitaux ou de services municipaux de l'eau, les services publics sont menacés. Les membres du SCFP ont été efficaces dans leurs luttes contre la privatisation parce qu'ils ont travaillé avec d'autres membres et organisations qui constatent les dommages causés par ces projets dans nos collectivités. Comme le souligne Kim Manton, « cela nous a donné une énergie et une envergure incroyables ». ■

📧 Pour les dernières nouvelles sur la campagne, allez à [scfp.ca/campagnes](http://scfp.ca/campagnes)

Vous voulez savoir ce que font les membres du SCFP dans d'autres sections locales, dans d'autres provinces ou même dans d'autres pays? Jetez un coup d'œil aux dernières publications du Service des communications du SCFP national.

## Le SCFP – Un bilan positif : Revue de l'année 2006



Notre rapport annuel présente les grandes campagnes nationales, assemblées et activités qui ont eu lieu dans l'ensemble du syndicat et pour chaque division.

Rempli de photographies et de faits intéressants, *Le SCFP – Un bilan positif* offre un aperçu facile à lire des réalisations du SCFP pour l'année qui vient de se terminer.

## Services éducatifs et de garde à l'enfance – Le temps est venu

À jour et facile à consulter, cette publication explique la nécessité de politiques éclairées en matière de garde à l'enfance et d'un système pancanadien de services de développement de la petite enfance et de garderies, en plus de décrire les diverses activités entreprises par le Groupe de travail national du SCFP sur la garde à l'enfance.



## Rapport sur la solidarité internationale, 2006-2007

Rédigé par les Services de la recherche et des communications du SCFP national, ce rapport présente l'impressionnant éventail d'activités de solidarité internationale entreprises par les membres du SCFP dans le monde entier. (Un coup d'œil à la carte de la double page centrale suscitera la fierté de chaque membre du SCFP.)

📧 Pour demander des exemplaires imprimés de ces publications, envoyez un courriel à [comm@cupe.ca](mailto:comm@cupe.ca).

Le SCFP et Oxfam font équipe pour renforcer la lutte pour des services publics efficaces et accessibles au Canada et ailleurs dans le monde.

« Il est critique de faire le lien entre ce que nous vivons au pays et ce qui se passe à l'étranger, affirme Miriam Palacios, agente des relations publiques et des campagnes de défense des droits à Oxfam et membre du Comité national du SCFP pour la justice dans le monde. Nous avons constaté les effets négatifs de la privatisation pour les femmes et les travailleurs du Canada, et nous savons que la même chose est vraie pour les pays en développement. »

Bill Hynd, coordonnateur des campagnes d'Oxfam Canada et membre de la section locale 2722 du SCFP, constate des liens clairs entre les services publics et leurs effets sur les femmes et les filles. « Lorsque l'école est gratuite, ce sont les filles qui en profitent le plus. Lorsqu'une source d'eau limpide est accessible, les filles ne sont plus obligées de franchir de longues distances à pied pour aller chercher l'eau. Lorsqu'il y a une clinique gratuite pour soutenir leur grossesse et leur accouchement, les femmes vivent mieux et plus longtemps. En somme, les services publics font progresser les droits des femmes. »

La campagne du SCFP et d'Oxfam comprend notamment du lobbying auprès du premier ministre Stephen Harper et du gouvernement canadien pour qu'il augmente l'aide à l'étranger. Cette aide doit être axée sur le renforcement des droits de la personne et l'abolition de la pauvreté par l'amélioration des services publics plutôt que par la privatisation. La campagne demande aussi au Canada d'utiliser son influence politique auprès d'organismes internationaux comme la Banque



Des jeunes femmes vont chercher de l'eau au Cap, en Afrique du Sud.

mondiale et le Fonds monétaire international pour que l'on cesse d'assortir les prêts à la privatisation forcée et aux compressions dans les dépenses sociales. Ce travail va de pair avec les campagnes communautaires dans les pays en développement pour exiger des gouvernements qu'ils fournissent des services essentiels.

Plus les gens—surtout les femmes—auront accès à des services de santé et d'éducation et à de l'eau potable limpide, plus « ils pourront exercer leurs droits, agir dans la société et changer leur monde », affirme Mme Palacios.

■ Karin Jordan

📧 Allez à [scfp.ca/justicemondial/scfpoxfam](http://scfp.ca/justicemondial/scfpoxfam) pour suivre le déroulement de la campagne tout au long de l'automne. Pour en savoir plus sur les activités internationales du SCFP, demandez votre exemplaire du Rapport sur la solidarité internationale du SCFP de 2006-2007.

Nous avons aussi retenu les services d'un économiste pour dévoiler les véritables coûts du projet du gouvernement. »

M. Lanovaz croit que les victoires locales ont une importance nationale. « Lorsque nous luttons contre les écoles en PPP, ce n'est pas seulement le problème de l'Alberta, c'est un problème national. Notre lutte contre la privatisation doit se mener tant sur la scène nationale, grâce à la coordination de l'information et de la stratégie, que sur les scènes régionale et locale, grâce à la mobilisation sur le terrain. »

## Petite section locale, grande victoire

Lorsque les travailleurs municipaux de Whistler, en Colombie-Britannique, ont dû lutter contre la privatisation de leur station d'épuration des eaux usées, ils ont tout de suite demandé de l'aide. Pete Davidson, président de la section locale 2010 du SCFP, soutient que parce que sa section locale est petite, les partenaires communautaires étaient un élément critique du maintien du caractère public de la station.

Les dirigeants de la Ville de Whistler, soutenus par l'organisme provincial *Partnerships BC*, avaient jeté en douce les bases de la privatisation d'une station d'épuration des eaux qui devait être rénovée. Lorsque le conseil municipal a annoncé son projet de PPP en 2005, Pete Davidson a immédiatement réagi. « Il n'était pas question de perdre la bataille, se souvient-il. Nous avons donc collaboré avec des personnes âgées, des groupes environnementaux, des jeunes, un groupe d'écrivains locaux. Nous n'avons pas lésiné sur les moyens. »

En un rien de temps, une coalition Eaux aguets, formée entre autres de la section locale 2010 du SCFP et du chapitre local du Conseil des Canadiens, était fonctionnelle à Whistler. « La réaction enthousiaste de plus de 20 pour cent des citoyens de Whistler a fait échec aux

projets de PPP », rappelle Meena Cheema, conseillère syndicale du SCFP.

« Lorsque les élus municipaux ont vu les chiffres, ils ont renoncé au référendum sur le PPP et ont voté en faveur de la conception et de la construction publiques d'une station d'épuration des eaux usées, ajoute Pete Davidson. Seuls, nous ne serions jamais arrivés à ce résultat. »

## Protection de l'intérêt public : propre, écologique, abordable et public

Les liens avec la collectivité sont tout aussi importants dans la lutte pour empêcher la privatisation du traitement des égouts à Victoria. Là, tout a commencé lorsque le gouvernement a ordonné à la région de traiter ses égouts. Ensuite, Gordon Campbell, premier ministre de la Colombie-Britannique, a visé particulièrement le traitement des égouts du District de la région de la capitale en annonçant que tous les projets d'infrastructure de plus de 20 millions de dollars devaient être soumis à l'organisme des PPP de la province à des fins de privatisation.

L'énergique campagne du gouvernement est contrée par une large coalition, dont le SCFP est l'un des principaux participants. Kim Manton, membre de la section locale 1978 du SCFP, est coordon-





# FAIRNESS FOR CIVIC WORKERS

CUPE BARGAINING FOR BETTER COMMUNITIES



Les membres de la section locale 2191 ont demandé aux députés provinciaux de la région de Toronto d'avoir « du cœur pour les services aux personnes atteintes d'un handicap de développement ».

## Négociations coordonnées : la force par la solidarité

**L**es négociations coordonnées, qui font partie d'une initiative stratégique nationale du SFCP, permettent aux sections locales d'un secteur de faire front commun et d'être solidaires pendant les négociations. Dans les différents secteurs, les négociations coordonnées ont beaucoup augmenté, surtout en Colombie-Britannique. L'un des secteurs où il est le plus difficile de coordonner les négociations est celui des services municipaux. Mais même là, les membres du SFCP font des gains.

### Municipalités de Colombie-Britannique

À l'automne 2005, lorsque les 20 sections locales municipales du SFCP du Lower Mainland ont commencé à se réunir régulièrement dans le cadre d'une structure souple de négociations coordonnées, personne ne savait à quel point ces rencontres seraient payantes. Après tout, c'était la « ronde de négociations olympiques » qui devait n'être qu'une sinécure. Les sections locales du SFCP, contrairement aux élus provinciaux de la C.-B. qui s'étaient accordé une augmentation salariale de 29 pour cent, ne demandaient rien d'extravagant : juste des conventions collectives équitables dans toute la région.

« Nous avons été estomaqués par les concessions exigées, se souvient Anne Coupland, directrice régionale adjointe du SFCP de la C.-B., qui, à l'époque, coordonnait les rencontres, les échanges de propositions et le partage des idées entre sections locales. Partout, on exigeait des diminutions de prestations de maladie, de vacances et d'autres avantages sociaux. À certaines tables, on voulait même diminuer les salaires. »

En réponse aux exigences déraisonnables de l'employeur—comme des conventions collectives de 39 mois qui prendraient fin après les Olympiques, lorsque les factures commenceraient à arriver—les 12 000 travailleurs municipaux de la région ont lancé une campagne intitulée « Fairness for Civic Workers » (Équité pour les travailleurs municipaux).

La campagne prévoyait des annonces dans les stations de radio et dans les journaux de toute la région, et comprenait un site Web d'action, [www.fairnessforcivicworkers.ca](http://www.fairnessforcivicworkers.ca), pour susciter l'appui de la population et faire pression sur les élus. Pour montrer à l'employeur que les sections locales du SFCP étaient unies, Cindy McQueen, présidente de la section locale 389 du SFCP (North Vancouver), a veillé à ce que les sections locales soient présentes aux tables de négociations des autres, arborant leurs drapeaux municipaux. Le directeur de la société de relations publiques des employeurs a déclaré à un journal local qu'il n'avait « pas vu de négociations coordonnées de cette ampleur depuis plus de deux décennies ».

Dans une large mesure, la stratégie de négociation a été très efficace dans le Lower Mainland, en Colombie-Britannique—des conventions collectives ont été signées partout, sauf à Vancouver, où un maire intraitable, Sam Sullivan, a maintenu 9 000 des 12 000 travailleurs municipaux de la région aux piquets de grève. Mais les sections locales municipales du SFCP dans le Lower Mainland ont montré que, dans un contexte de négociations coordonnées, la solidarité est plus que jamais essentielle.

### AIC de l'Ontario

Les sections locales des associations pour l'intégration communautaire (AIC) de l'Ontario ont écrit un grand chapitre de l'histoire des négociations coordonnées.

Il aura fallu des années pour y arriver. Mais la puissante combinaison de négociations collectives efficaces et de lobbying politique a permis d'obtenir, en début d'année, une importante injection de nouveaux fonds dans un secteur qui manque d'argent depuis trop longtemps.

Il y a sept ans, les AIC ont décidé d'étudier les problèmes qu'ils vivaient en matière de recrutement et de maintien en poste du personnel—des problèmes qui n'ont fait que s'empirer au fil des ans. Les employeurs ont demandé à KPMG de comparer les taux de salaire des AIC à ceux des travailleurs occupant des emplois similaires dans d'autres secteurs, comme l'éducation et la santé. KPMG a constaté un écart salarial scandaleux de presque 25 pour cent. Depuis, les sections locales du SFCP utilisent cette information à la table de négociation et avec les élus.

En 2004, le comité de négociation des AIC du SFCP a élaboré un plan qui a ouvert la voie du succès. L'un des éléments centraux des propositions coordonnées déposées par toutes les sections locales était la signature, par les employeurs, d'une lettre donnant leur accord à deux initiatives : amorcer une discussion sur les négociations centrales et entreprendre une campagne de lobbying conjointe avec les membres de leur personnel.

Les sections locales du SFCP ont commencé à voir les augmentations de salaires doubler, même si les employeurs se disaient pauvres, grâce aux pressions exercées sur la province pour accroître le financement dans le secteur en 2005.

À l'automne 2006, l'activité a pris de l'ampleur avec l'organisation d'une campagne « Nous comptons aussi ! ». Les travailleurs, les employeurs, les personnes qu'ils aident et leur famille ont envoyé des milliers de cartes postales et de courriels aux ministres provinciaux et organisé des forums et des activités médiatiques le jour de la Saint-Valentin. Les membres des sections locales du SFCP, souvent accompagnés de leurs employeurs et de représentants des familles, ont rencontré leur député.

En même temps, le SFCP avait étendu la coordination au-delà de ses sections locales et créé des liens avec le Syndicat des employés et employés de la fonction publique de l'Ontario (SEEFPO), qui représente beaucoup d'autres travailleurs dans le secteur. Ensemble, en 2007, les deux syndicats comptaient autour de 80 unités de négociation à la table—un fait qui n'a pas échappé au ministre provincial des Finances ni à celui des Services communautaires et sociaux. Avec les élections provinciales à l'horizon, ceux-ci veulent éviter la prolifération des moyens d'action dans le secteur.

Pour une fois, le budget provincial présenté en mars réservait de bonnes nouvelles—de nouveaux fonds à hauteur de 200 millions de dollars en quatre ans pour les services de développement. Près de la moitié de cette somme était destinée spécifiquement à améliorer les salaires dans le secteur. En même temps, d'importants gains ont été réalisés au chapitre des clauses coordonnées en santé-sécurité, violence au travail, sécurité d'emploi et régimes de retraite. Mais les négociations centrales demeurent le véritable objectif à long terme du comité de négociation des AIC. Le regroupement de tous les employeurs et de tous les syndicats à une table centrale sera le seul

moyen de régler de façon permanente les disparités dans le secteur et de garantir que les employeurs transféreront des pourcentages équitables du nouveau financement aux travailleurs.

En fin de compte, c'est aux personnes ayant des déficiences intellectuelles que le sous-financement et les faibles salaires nuisent le plus. Le roulement de personnel élevé leur fait perdre le niveau de confort que leur assure des travailleurs de soutien compétents et dont elles ont besoin pour progresser. C'est ce message que les travailleurs du SFCP des AIC de l'Ontario continueront à transmettre en luttant pour faire des gains à la table.

### Travailleurs des hôpitaux du Nouveau-Brunswick

Les travailleurs des hôpitaux du Nouveau-Brunswick comprennent très bien le pouvoir des négociations coordonnées. Depuis des années, ils négocient au provincial sous la direction du Conseil des syndicats d'hôpitaux du Nouveau-Brunswick—section locale 1252 du SFCP.

« La section locale 1252 du SFCP s'occupe du mode de règlement des griefs et le Conseil choisit ceux qui iront en arbitrage, en plus d'assumer les frais, explique Robert Lafleur, président du Conseil. Au lieu d'envoyer des griefs similaires en arbitrage, nous choisissons habituellement celui qui a le plus de chances de l'emporter. La section locale 1252 du SFCP est aussi l'agent négociateur des travailleurs d'hôpitaux. Lorsque nous négocions, nous ne le faisons pas au nom d'un seul hôpital ou de quelques centaines de membres, nous le faisons à l'échelle de la province et pour plus de 6 500 membres. »

« Cette méthode nous a donné plus de pouvoir et nous a permis d'améliorer considérablement nos salaires, nos régimes de retraite et nos avantages sociaux. Il est certain que nous n'en serions pas là aujourd'hui si nous n'avions pas négocié ensemble », conclut Robert Lafleur.

Le fait d'être unis et de faire front commun a constitué un énorme avantage pour les membres du SFCP qui ont participé aux négociations coordonnées.

■ Diane Kalen en Colombie-Britannique, Pat Daley en Ontario et Danielle Savoie au Nouveau-Brunswick



## Première rencontre nationale des conseils régionaux



À la réunion, les délégués ont échangé des idées sur les moyens à prendre pour renforcer les conseils régionaux et accroître la participation des sections locales membres.

Trente-deux représentants des conseils régionaux du SCFP qui se réunissent à Toronto pendant un week-end de discussions est en soit tout un exploit. Mais le fait que ce soit la première rencontre nationale de représentants des conseils régionaux en 44 ans rend l'événement encore plus significatif.

Du 27 avril au 1er mai, les délégués des quatre provinces dotées de conseils régionaux—Colombie-Britannique, Alberta, Ontario et Nouvelle-Écosse—ont concrétisé une idée qui avait pris forme au congrès national de 2001.

« Bien qu'un certain progrès ait été réalisé en matière de financement des projets depuis le congrès de 2001, explique le secrétaire-trésorier national Claude Généreux, les personnes concernées devaient se réunir pour examiner la possibilité d'améliorer le soutien accordé aux conseils régionaux. »

Tout le week-end, les délégués ont étudié le rôle des conseils régionaux au SCFP et exploré des façons de susciter l'intérêt et l'affiliation. Avec la très grande diversité des collectivités de l'Ontario, les défis, mais aussi le potentiel créatif, sont

grands lorsque l'on regroupe les membres de différents secteurs pour discuter d'enjeux. « Chez nous, les sections locales du SCFP organisent ensemble des activités pour la "Journée des collectivités" et nous tenons une activité sociale annuelle en même temps que notre forum sur l'éducation, explique Henri Giroux, du conseil du SCFP de North Bay. Maintenant, nous travaillons ensemble à empêcher la sous-traitance des services de buanderie des hôpitaux. Même si nous ne sommes pas nombreux, nous essayons de trouver des façons de rassembler les gens. »



La délégation de la Colombie-Britannique.

Les délégués ont aussi étudié les barrières que doivent surmonter les militants et ont discuté des outils que le SCFP pourrait fournir pour aider à les éliminer. « Beaucoup de délégués font trois ou quatre heures de route pour se rendre à une réunion du conseil régional de Kootenay », affirme Gerry Schmon, président du conseil, qui croit que la distance est l'un des principaux obstacles à la croissance des conseils régionaux à l'extérieur des principaux centres en Colombie-Britannique et en Ontario.

Pour Lisette Muise, présidente du conseil régional l'île du Cap-Breton, le seul de la Nouvelle-Écosse, « l'occasion d'en savoir plus sur les moyens que prennent d'autres groupes pour surmonter quelques-uns de ces mêmes obstacles est un vrai cadeau ».

Voici quelques-unes des recommandations adoptées à la rencontre :

- Une résolution appuyée par le Conseil exécutif national pour hausser à 5 000 \$ par projet le financement offert aux conseils régionaux. Une partie du financement peut servir à accorder des libérations syndicales à des militants pour du travail de mobilisation politique et électorale.
- La création d'un serveur de liste qui permettra aux militants des conseils régionaux de communiquer régulièrement.
- L'élaboration d'une trousse d'information sur l'accès aux programmes de financement, les politiques du SCFP, un calendrier d'activités et des exemples de documents de promotion, de communiqués de presse et d'autres documents pour aider les conseils régionaux à favoriser l'affiliation chez les membres de la région couverte par le conseil.

■ Pam Beattie et Louise Leclair

## Le SCFP a été co-commanditaire d'une conférence nationale sur les garderies



Stacy Delany (Î.-P.-É., à g.) et Lori Schroen (Man., à d.) membres du Groupe de travail national du SCFP sur la garde à l'enfance.

Un grand nombre de déléguées se sont arrêtées au stand du SCFP à l'exposition commerciale de la conférence. Elles y ont pris la dernière version de la brochure du SCFP sur les services de garde à l'enfance, de l'information sur la recherche et l'action politique et des documents sur la syndicalisation en Nouvelle-Écosse, en Ontario et en Colombie-Britannique.

Randi Gurholt-Seary est membre du Groupe de travail sur les services de garde à l'enfance de la Colombie-Britannique et superviseuse à un programme de maternelle et de garderie après l'école pour plus de 130 enfants de trois à douze ans de Vancouver. Elle travaille dans le domaine depuis 25 ans, dont 20 avec son employeur actuel. « Cette conférence m'a permis, ainsi qu'à d'autres militantes du SCFP, de présenter le syndicat aux éducatrices non syndiquées. Nous avons aussi pu influencer les discussions dans les divers ateliers en offrant un point de vue syndical qui aurait pu manquer autrement, précise M<sup>me</sup> Gurholt-Seary. Parce que je suis éducatrice de la petite

enfance, les participantes me parlaient plus facilement de leur intérêt pour le SCFP. »

La conférence a porté entre autres sur des questions de main-d'œuvre et sur les ingrédients nécessaires à la qualité des services d'éducation et de garde de la petite enfance. L'action politique a aussi été un sujet chaudement discuté. La séance organisée par la campagne « Code Bleu pour la garde à l'enfance » était bondée.

Stacy Delaney a été aide-éducatrice à l'école élémentaire Elm Street de Summerside, à l'Île-du-Prince-Édouard, pendant 15 ans. « Pour moi, le point culminant de la conférence a été la visite des garderies syndiquées par le SCFP, soutient M<sup>me</sup> Delaney. En septembre, Summerside aura son tout premier programme Montessori. Voir un programme semblable, avec des éducatrices de la petite enfance du SCFP, était exactement ce qu'il me fallait. »

Le SCFP est présentement en campagne de syndicalisation auprès des éducatrices en garderie de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et de la Nouvelle-Écosse.

■ Karin Jordan et John McCracken

📄 Pour en savoir plus sur la campagne « Code Bleu pour la garde à l'enfance », visitez [garderiespubliques.ca/](http://garderiespubliques.ca/)



## Première convention collective pour la garderie T'it'q'et

Lillooet, C.-B. : Un rassemblement autochtone a eu lieu le 4 juin pour célébrer la signature de la première convention collective conclue entre le Conseil de T'it'q'et et la section locale 173 du SCFP.

Selon Roberto Limongelli, conseiller syndical, les six éducatrices de la garderie et maternelle des Premières Nations « ont non seulement une convention collective, mais aussi de bonnes relations avec le chef et le conseil, ce qui est excellent. »

📄 Pour en savoir plus sur la nouvelle section locale, allez à [scfp.ca/autochtones/titquet](http://scfp.ca/autochtones/titquet)



# Groupe de travail national sur la participation des femmes



Les membres du GTNPF (devant, de g. à d.) Donna Jackson, Rachel Besharah, Joanne Webb, Yolanda McLean et (à l'arrière, de g. à d.) Heather Vidito et Anne McGrath.

Photo : Murray Mosher

C'est sans contredit la plus vaste consultation jamais entreprise en 44 ans d'histoire du SCFP. En moins de 18 mois, le Groupe de travail national sur la participation des femmes (GNTPF) a consulté des milliers de membres—femmes et hommes—sur la façon d'améliorer la représentation et la participation des femmes au sein du SCFP.

Résultat : une vague d'appui pour un changement qui profitera à tous les membres du SCFP.

Pour sa part, Shelina Hassanali (GNTPF-Alberta) dit qu'elle a rencontré des femmes qui ne connaissaient rien du SCFP en dehors de leur milieu de travail et de leur conseiller syndical. Elles ont été touchées que le SCFP national les consulte pour connaître leurs revendications.

« Au printemps, les congrès des divisions ont suscité un appui incomparable aux recommandations de changements organisationnels du groupe de travail, souligne Helen Kennedy (GNTPF-Ontario). Nous ne sommes pas tous

d'accord sur les recommandations structurales, mais nous savons que le *statu quo* est inacceptable. »

« Malgré nos situations et nos points de vue différents, j'ai été agréablement surprise par le respect qui régnait dans toutes les discussions », souligne Donisa Bernardo (GNTPF-SEH).

« Le GTNPF a joué un rôle rassembleur pour les femmes du SCFP. Les consultations et le sondage ont souligné l'importance de notre participation en tant que femmes, de notre formation et de la sensibilisation de nos consœurs », explique Odette Robichaud (GNTPF -N.-B.).

Selon Lucie Levasseur (GNTPF-Québec), le fait de rassembler des femmes de différentes conditions, réalités et origines a

permis une meilleure compréhension des problèmes et a rendu possible la transmission de cette information à une plus grande échelle.

En se basant sur ces consultations, le Groupe de travail a élaboré 48 recommandations qui ont été discutées aux congrès et conférences d'un bout à l'autre du pays. Entre autres, les recommandations structurales suggéraient la création de deux nouveaux postes de dirigeantes nationales et de quatre vice-présidences régionales additionnelles pour assurer une représentation minimale des femmes à la haute direction du SCFP.

Quant aux recommandations non structurales, elles apporteront des changements qui auront un effet profond sur la culture et les barrières syndicales, notamment l'application d'un code de conduite, l'amélioration des congés syndicaux et les négociations pour l'amélioration des conditions économiques des femmes.



(de g. à d.) Cheryl Stadnichuk, coordonnatrice du GTNPF, Annick Desjardins, conseillère à l'égalité du SCFP-Québec, et Lucie Levasseur, membre du GTNPF et membre de l'exécutif du SCFP-Québec.

## Le SCFP tisse des liens



Photo : Mike Scott, section locale 38 de SCFP

Jack Layton s'adresse aux délégués de la Fédération canadienne des municipalités.

Le SCFP a créé encore de nouveaux liens en participant à deux conférences en mai : celle de l'Association des bibliothèques du Canada (ABC), à Saint-Jean, T.-N., et celle de la Fédération canadienne des municipalités, à Calgary. Et des rencontres comme la 11<sup>e</sup> Conférence annuelle des travailleurs municipaux de l'ouest canadien (WMWC) favorisent aussi le choc des idées—cette fois entre 130 travailleurs municipaux de toute une région.

Aux conférences de 2007 de la FCM et des WMWC, la privatisation et la sous-traitance des services municipaux étaient au

cœur des préoccupations du SCFP, tout comme l'Accord sur le commerce, l'investissement et la mobilité de la main-d'œuvre (ACIMMO) et ses effets prévus sur les services municipaux.

À l'assemblée de l'ABC, le point de mire du SCFP n'était pas la privatisation. Mais le dépliant distribué gratuitement expliquait clairement l'importance du caractère public des bibliothèques. Un peu plus tard, dans leur lutte pour garder ouvert le dernier atelier de reliure, de nombreux défenseurs des bibliothèques publiques comprenaient mieux les motifs du SCFP.

La prestation de services publics et la lutte pour les protéger sont le fondement du travail des membres du SCFP. En tissant des liens avec nos consœurs et confrères de la WMWC et avec les employeurs et l'ensemble de la communauté à des conférences comme celles de l'ABC et de la FCM, nous édifions des coalitions pour étendre encore davantage nos réseaux.

■ Louise Leclair, avec des notes de Dennis Lewycky

## Conférence d'étude du Commonwealth de 2007

Époustouffant. Révélateur. Instructif. Impressionnant.

Ce ne sont là que quelques-uns des adjectifs utilisés par Kevin Rebeck, président du SCFP-Manitoba, et Candace Rennick, vice-présidente régionale du SCFP-Ontario, pour qualifier leur participation à la Dixième Conférence d'étude du Commonwealth du Duc d'Édimbourg.

« Au début, lorsque j'ai appris que je participerais à une conférence avec des gens d'affaires, des représentants de gouvernements et des directeurs de banques, j'étais sceptique, avoue Candace Rennick au sujet de la conférence fondée par le Duc d'Édimbourg en 1956. Puis je me suis rendue compte qu'il était absolument essentiel que nous y soyons, pour faire valoir notre point de vue sur les collectivités dynamiques et sur l'importance des services publics. »

Kevin Rebeck est d'accord. Tous deux faisaient partie d'un groupe de 22 Canadiens qui ont sillonné l'Inde en mars dernier avec d'autres jeunes leaders de syndicats, de gouvernements, du secteur privé et d'ONG. « La participation du SCFP assure un point de vue syndical et un certain équilibre, croit Kevin Rebeck. Et notre propre perspective s'élargit aussi. Malgré nos divergences, nous devons prendre du recul et examiner nos idées et celles des autres. »

À titre d'anciens de la conférence du Commonwealth, M<sup>me</sup> Rennick et M. Rebeck participent maintenant à l'organisation de la tournée du Canada de 2008 de la gouverneure générale et veillent à ce que les questions de travail et de services publics occupent une place de choix à l'ordre du jour.

■ Pat Daley



# Claude Castonguay:

## un ami qui nous veut du bien



Comment s'assurer des conclusions d'un comité d'études? Facile. Il suffit de nommer à sa tête une personne qui partage nos vues et qui a des idées bien arrêtées sur les enjeux en cause. Et c'est encore mieux si cette personne connaît bien les défis du dossier. C'est exactement la méthode utilisée par le gouvernement Charest lorsqu'il a nommé Claude Castonguay pour piloter un groupe de travail sur le financement du système de santé du Québec.

À première vue, le choix de M. Castonguay peut sembler raisonnable. En effet, reconnu comme le soi-disant « père de l'assurance maladie » au Québec, l'ancien ministre de la Santé aurait la légitimité de celui qui a mis au monde le système public universel de soins de santé. Il pourra donc en préserver les vertus tout en le modernisant. Pourtant, rien n'est plus faux!

Lorsqu'il était ministre de la Santé au début des années 1970, Claude Castonguay était déjà partisan d'un système à deux vitesses. Toutefois, ni le public, ni un mouvement syndical vital au Québec n'étaient d'accord et le gouvernement libéral de l'époque a dû choisir des soins de santé universels publics.



Le parcours suivi par Claude Castonguay après sa carrière politique est révélateur. Il a été membre du comité consultatif sur la privatisation créé par le gouvernement du Québec en 1986. Après 17 années passées dans le milieu des banques et des assurances, il est devenu actionnaire et administrateur de compagnies pharmaceutiques comme Andromed et Procréa BioSciences. M. Castonguay a aussi signé plusieurs articles publiés dans *La Presse* qui vantaient les vertus d'un système de santé privatisé. Un tel profil est-il vraiment celui d'un tiers neutre?

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi beaucoup de gens croient que le rapport de Claude Castonguay, attendu en septembre, reflétera son intérêt particulier pour le rôle de la privatisation dans le système de santé du Québec. Dans un autre rapport publié en mai et rédigé sous la direction du Centre universitaire de

recherche en analyse des corporations (CIRANO), M. Castonguay recommandait plusieurs modifications importantes à l'assurance maladie du Québec, dont la privatisation de certains services, l'instauration d'un système utilisateur-payeur et la promotion d'un rôle plus important pour l'assurance privée.

Il est peu probable que le rapport Castonguay de septembre nous réserve bien des surprises. Et il formera sans doute la base du nouveau plan d'action du ministre de la Santé du Québec Philippe Couillard. Espérons que les forces de résistance à la privatisation du système de santé universel public du Québec sont prêtes à la mobilisation. Nous savons que les membres du SCFP seront aux premières lignes de cette lutte.

■ Alexandre Boulerice

# Une conférence qui mise sur la

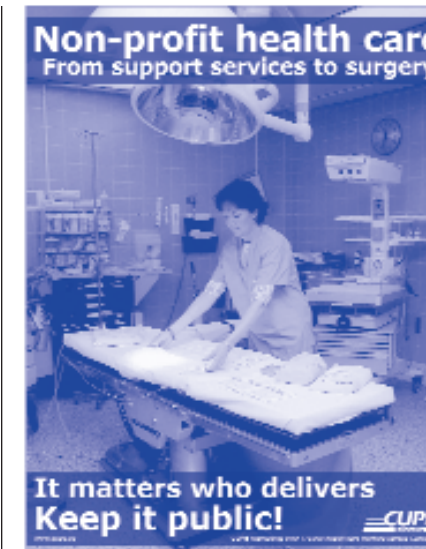
## Vision de Tommy

Plus de 600 experts en santé, militants syndicaux et universitaires se sont réunis à Regina, en mai, pour étudier la « vision de Tommy » et envoyer un message clair aux élus.

« Nous voulons que les décideurs publics sachent que notre programme d'assurance maladie n'est pas à vendre, a déclaré Bruce Campbell, du Centre canadien des politiques alternatives (CCPA) dans son discours d'ouverture. Le protéger, l'élargir, le renouveler, oui... mais pas le négliger, ni le démanteler. »

Organisée par le CCPA et la Coalition canadienne de la santé, la conférence *S.O.S. assurance maladie 2 : Un regard vers l'avenir* présentait un éventail impressionnant de conférenciers, dont la comédienne Shirley Douglas, l'ancienne ministre de la Santé et du Bien-être social du gouvernement Trudeau Monique Bégin, les chercheurs Armine Yalnizyan et Marcy Cohen, et les médecins Michael Rachlis et Joel Lexchin, ainsi que les anciens premiers ministres de la Saskatchewan Roy Romanow et Alan Blakeney.

Ensemble, plus de 40 conférenciers ont défini « les prochaines étapes » pour faire progresser la vision de Tommy et élargir les soins



de santé publics au Canada. En voici quelques exemples :

- Colleen Flood, professeure de droit à l'Université de Toronto, a dit aux participants que les prochaines batailles juridiques sur l'assurance maladie en Ontario et en Alberta seront fondées sur des faits. « Si nous comptons uniquement sur des valeurs et des convictions, nous

perdrons », a-t-elle affirmé, prenant en exemple la récente décision « Chaoulli » de la Cour suprême qui a ouvert la porte aux soins de santé à but lucratif.

- « Il est maintenant temps d'instaurer un programme national d'assurance-médicaments », a soutenu Alan Blakeney, citant une étude qui montre les immenses économies que permettraient de réaliser la mise en œuvre d'un régime national.

Greg Marchildon, de l'École de politique gouvernementale de l'Université de Regina, a souligné qu'une « bruyante et puissante minorité » s'efforçait toujours d'affaiblir l'assurance maladie. « Mais, a-t-il ajouté, le fait que nous ayons le seul système public de soins de santé en Amérique du Nord montre que lorsque des gens ordinaires collaborent, ils peuvent arriver à des résultats extraordinaires. »

■ Beth Smillie

Pour en savoir plus sur la conférence, ou pour visionner une vidéo sur les délibérations, allez à [www.healthcoalition.ca/SOS2.html](http://www.healthcoalition.ca/SOS2.html) (en anglais seulement)



## Relais pour la vie

Véronique Fortin, commis-dactylo à la Direction des finances et de l'administration du SCFP national, milite pour la recherche sur le cancer depuis quatre ans. Répondant à un défi lancé par la section locale 523 du SCFP en Colombie-Britannique, Véronique a recruté une équipe de sept femmes—les trois quarts au service du SCFP—pour participer au « Relais pour la vie » de cette année. Le SCFP national a commandité cette équipe et, en quatre mois seulement, elle a pu récolter 3 700 \$ pour la Société canadienne du cancer. Félicitations à vous toutes!



## La fièvre monte en Colombie-Britannique

De grands progrès ont été réalisés en négociations coordonnées dans le secteur municipal, tant dans le Lower Mainland que sur l'île de Vancouver. La visibilité de la campagne « Fairness for civic workers » (Équité pour les travailleurs municipaux) (voir page 10) a augmenté lorsque les inondations ont menacé plusieurs collectivités de la province. Une campagne « Flood Watch »

(Alerte aux inondations) a révélé le rôle crucial joué par les membres du SCFP lorsque leurs collectivités ont besoin d'aide.

À Harrison Hot Springs, les membres de la section locale 458 du SCFP (travailleurs municipaux) ont remercié la population de les avoir appuyés dans le cadre d'une campagne réussie qui leur a permis de régler des douzaines de griefs et de résister à 37 concessions—ce qui

n'est pas un mince exploit pour une section locale de 11 membres.

Dans le secteur K-12 (maternelle à la 12<sup>e</sup> année), les sections locales du SCFP ont mobilisé leurs collectivités et leurs conseils scolaires dans la bataille pour garder les écoles ouvertes et les services accessibles aux élèves pendant tout le printemps. Un financement suffisant pour les écoles restera au cœur des revendications pour l'année qui vient.

La section locale 873 du SCFP a poursuivi sa campagne provinciale intitulée « Critical Condition » (état critique), qui met en lumière la nécessité d'améliorer le financement et la dotation en personnel des services ambulanciers de la C.-B. Entre-temps, les travailleurs des services sociaux communautaires ont été encouragés par une décision positive du Conseil du travail, en mai, qui rend plus difficiles le démantèlement et la désyndicalisation du secteur.

■ Daniel Gawthrop



### Sauveurs de livres

Glen Creamer, Aliza Nevarie, Peter DeGroot, Alex Youngberg (président) et Ed Dickson, membres de la section locale 391 du SCFP, se sont occupés du stand des « collectivités dynamiques » du SCFP de la Colombie-Britannique à la succursale centrale de la bibliothèque publique de Vancouver (VPL), le 23 mai. Les travailleurs de la VPL ont profité du stand pour sensibiliser les visiteurs à l'importance de l'atelier de reliure et pour inciter les usagers de la bibliothèque à signer une pétition pour le sauver.

Pour en savoir plus sur la lutte pour sauver le seul atelier interne de reliure rattaché à une bibliothèque au Canada, allez à [scfp.ca/bibliotheques/reliure](http://scfp.ca/bibliotheques/reliure)

## Ontario : le fragile équilibre entre négociations et lobbying

Partout en Ontario, le SCFP mène une bataille rangée pour obliger les libéraux de Dalton McGuinty à corriger les lacunes de la formule de financement de l'éducation publique instaurée pendant les régimes Harris et Eves, et conservée par le présent gouvernement. Le SCFP a adopté une stratégie double : faire du lobbying auprès du gouvernement et utiliser les négociations collectives comme outil dans la campagne.

Même si les négociations avec le conseil scolaire catholique régional de Dufferin-

Peel ont été longues et ardues, Larry Stevenson, président de la section locale 1483 du SCFP, a qualifié la nouvelle convention collective de « règlement historique qui améliore les droits au travail actuels et accroît les protections accordées aux concierges et au personnel des métiers... »

Malheureusement, les travailleurs des conseils scolaires régionaux de Thames Valley et de Durham ont dû faire la grève. Et, au moment de mettre sous presse, une autre section du conseil de Dufferin-Peel avait dû demander la conciliation dans sa lutte pour améliorer sa convention collective.

Les membres de la section locale 3251 du SCFP ont aussi mené une grève réussie contre les municipalités de Cornwall, Finch et Alexandria et contre les comtés de Dundas, Glengarry et Stormont. Ils ont atteint leurs objectifs de négociation et repoussé les concessions.

Comme dans le secteur municipal, les négociations coordonnées ont pris le devant de la scène avec le Comité de coordination des travailleurs des universités de l'Ontario. Les sections locales dont les conventions collectives prenaient fin en 2006 et 2007 et qui sont toujours en négociations sont invitées à s'engager à participer

(suite à la page 19)

## Syndicat des paramédics du Nouveau-Brunswick



Après des mois de négociations, le gouvernement du Nouveau-Brunswick et Croix Bleue Medavie ont signé un contrat de 10 ans pour la prestation des services ambulanciers qui prévoyait la fusion des 54 services ambulanciers en un seul groupe provincial. « Nous négocions avec le gouvernement depuis un an pour faire reconnaître l'ancienneté des paramédics », a souligné Daniel Légère, président du SCFP du N.-B.

« Même si c'est une entreprise privée qui gèrera les services ambulanciers, chaque paramédic du Nouveau-Brunswick sera employé de la fonction publique et, à ce titre, membre du SCFP, a expliqué M. Légère. Nous sommes très heureux d'accueillir les paramédics. Le SCFP représente déjà les paramédics du

secteur public et ceux de certaines entreprises privées. Avec les nouveaux services ambulanciers, les paramédics qui sont au service d'organisations sans but lucratif ou de municipalités deviendront membres du SCFP et profiteront d'une bonification de leurs salaires et de leurs avantages sociaux, dont le régime de retraite. »

Pour faciliter le transfert des paramédics, le SCFP a déjà créé la section locale 4848. Le nouveau groupe élira son exécutif intérimaire au printemps et recevra ses premiers membres à l'automne. Une fois terminé le processus du transfert, la section locale comptera près de 900 membres.

■ Danielle Savoie



Photo : Murray Mosher

Le président du SCFP national se joint au piquet de grève des membres de la section locale 3261 du SCFP, travailleurs en grève des Presses de l'U de T.

aux négociations coordonnées, à refuser les concessions, à faire des progrès en matière de sécurité d'emploi et de salaires, à accroître la coordination sur la durée de la convention collective et à assurer les communications et le soutien entre sections locales coordonnées. Les sections locales dont les conventions se terminent plus tard coordonneront leurs négociations encore plus.

En prévision des élections provinciales du 10 octobre, tous les secteurs travaillent sans relâche à faire élire des candidats progressistes. Le SCFP continuera de faire pression sur les libéraux de Dalton McGuinty parce qu'ils se traînent les pieds dans le dossier de la formule de financement de l'éducation, parce qu'ils ont levé le gel des droits de scolarité, parce qu'ils ont instauré les RLISS, parce qu'ils signent des contrats de PPP et parce qu'ils ont brisé une longue liste de promesses.

■ Wendy Forbes

## Lutte contre l'interdiction de la grève en Nouvelle-Écosse



Le SCFP s'est joint à six autres syndicats—NSFL (Fédération du travail), NSNU (infirmières), NSGEU (fonction publique), TCA, UIES et IUOE—pour mener une campagne de résistance au gouvernement provincial conservateur qui veut retirer pour toujours leur droit de grève à quelque 32 000 travailleurs d'hôpitaux.

Les hôpitaux de la Nouvelle-Écosse n'ont connu que trois grèves depuis 25 ans. « Le système fonctionne très bien en Nouvelle-Écosse depuis des décennies. Pourquoi réparer ce qui n'est pas brisé ? se demande Danny Cavanagh, président du SCFP de la N.-É. Le premier ministre Rodney MacDonald a décidé de retirer leur droit de grève aux travailleurs de la santé plutôt que de régler les vrais problèmes du système. »

Danny Cavanagh mentionne entre autres les importants problèmes de recrutement et de maintien en poste chez les travailleurs de la santé. « Les Néo-Écossais sont aux prises avec des délais d'attente inacceptables et ont de la difficulté à accéder à des services comme les chirurgies, les soins de santé mentale et les foyers de soins infirmiers », conclut-il.

■ John McCracken

Conception : Normand Binette - Photo : Claude Héon



Un panneau-réclame frappant contre la privatisation, gracieuseté du SCFP-Québec.



**Au travail  
et sous surveillance**

par Linda Craig  
SCFP-Québec  
On peut se procurer le livre,  
au coût de 25 \$, en appelant au  
SCFP-Québec (514-384-9681)



Nos milieux de travail se modernisent. Les employeurs disposent maintenant d'outils de surveillance à la fois sophistiqués, peu coûteux et parfois redoutables.

Dans ce contexte, le monde du travail s'interroge : mon patron peut-il lire mes courriels, installer des caméras, écouter mes conversations téléphoniques, me suivre au moyen d'un GPS, m'épier quand je suis en congé, fouiller mon casier, exiger un échantillon d'urine ou de sang?

Le SCFP suit le dossier de près. Linda Craig, du Service de la recherche du SCFP au Québec, s'est penchée longuement sur ces questions. Le résultat : *Au travail et sous surveillance*, un livre qui fait la lumière sur les principes qui guident les différents tribunaux en matière de surveillance et de contrôle en milieu de travail.

On y apprend notamment qu'il est reconnu que le travailleur a droit au respect de sa vie privée même pendant qu'il est au travail sous l'autorité de son employeur. Les employeurs doivent adopter des politiques claires et avoir de solides motifs pour observer les employés. Les salariés qui croient que leur vie privée n'a pas été respectée peuvent s'adresser aux divers tribunaux qui sont de plus en plus appelés à se prononcer sur cette question épineuse.

■ **Lisa Djvahirdjian**

Pour lire l'entrevue avec Linda Craig sur la surveillance des employeurs au XXI<sup>e</sup> siècle, allez à [scfp.ca/droitsdelapersonne/surveillanceautravail](http://scfp.ca/droitsdelapersonne/surveillanceautravail)

« **Donnez et vous recevrez** »



Photo : Murray Mosher

Aujourd'hui, je me sers du privilège de ma chronique dans ce numéro de *S'Organiser* pour vous demander d'appuyer le Fonds du SCFP pour la justice mondiale. Cette cause, vous l'aurez deviné, me tient particulièrement à cœur.

Nous savons tous que solidarité n'égal pas charité. La solidarité internationale est motivée par la conscience que les travailleurs, où qu'ils soient, méritent des emplois décents, des salaires équitables et le respect au travail. Nous savons aussi que notre intérêt est mieux servi et que notre pouvoir est plus grand lorsque nous travaillons ensemble. Et pour cela, il faut créer des liens dans le monde entier car les mêmes entreprises qui veulent privatiser nos collectivités sont à l'œuvre dans tous les continents.

Le SCFP a créé le Fonds pour la justice mondiale en 1993 pour accroître son travail de solidarité internationale en le finançant mieux. Beaucoup d'entre vous vous rappellerez que ce fonds s'appelait autrefois « Entraide syndicale ». Quel que soit son nom, il permet à tous les membres du SCFP de participer directement à notre travail de solidarité internationale. Cette année, notre Fonds pour la justice mondiale a appuyé la création d'un organe d'information indépendant au Guatemala, la syndicalisation de travailleuses en Bolivie

et la lutte contre la privatisation en Colombie. Avec notre syndicat affilié en Afrique du Sud, nous avons étudié les effets de la privatisation sur les femmes. Et nous avons soutenu l'éducation de travailleurs à Cuba.

Mais nous avons désespérément besoin de votre appui. L'année dernière, dans tout le pays, neuf sections locales seulement ont contribué à notre Fonds pour la justice mondiale. Des contributions plus importantes nous permettraient d'aller plus loin et de consolider notre mouvement. Certaines sections locales ont négocié une petite contribution, retenue à la source, sur le chèque de paie de chaque membre. Un tout petit sou noir de votre salaire horaire peut aller très loin. Pour en savoir plus, allez à [www.scfp.ca/fondpourlajusticemondiale](http://www.scfp.ca/fondpourlajusticemondiale).

Je sais que nous accordons tous une grande importance à la collaboration avec nos confrères et consœurs du reste du monde. Je sais aussi que la solidarité, ce n'est pas de la charité, c'est un investissement. Donner, c'est recevoir. Contribuez au Fonds pour la justice mondiale.

En toute solidarité,

Le secrétaire-trésorier national,

*Claude Généreux*  
Claude Généreux

*Jour de deuil*

*Nous étions là, enfants d'immigrants, 16 ans à peine  
Guatémaltèques et Jamaïcains  
Nous construisions des maisons, nous démolissions des maisons  
Sans casque et sans bottes à embout d'acier  
Et même sans masque pour nous protéger contre l'amiante  
En fait, le patron ne nous disait même pas que nous  
travaillions avec de l'amiante  
Le patron nous disait que la police viendrait nous arrêter  
Si nous disions au gars du conseil du travail  
Que nous n'avions pas l'âge ...  
Dieu merci cet emploi d'été n'a été qu'une page  
Du livre de ma vie de travail, parce que maintenant  
que j'ai vieilli  
Je me rends compte que j'aurais pu perdre la vie de  
tant de façons différentes  
Nous abattions une antenne de 20 pieds à mains nues,  
dans ce temps-là  
Des clous rouillés perçaient ma peau et j'ai été  
électrocuté, dans ce temps-là  
Dans ce temps-là, je n'étais pas syndiqué et je ne  
connaissais pas la Loi sur les accidents du travail  
Je choisissais la paie plutôt que la santé et la sécurité  
Même si nous faisons de notre mieux pour nous protéger  
Un jour, ma masse a délogé une brique  
Qui est tombée du plafond, tout près de la tête de mon ami  
Heureusement, il n'a pas été touché, mais nous étions furieux  
Que ce patron véreux mette nos jeunes vies en danger  
À cause de lui, nous aurions pu devenir l'un des 20 millions  
De travailleurs canadiens blessés au travail depuis 1984  
Survivre à cet emploi m'a rendu encore plus heureux d'être en vie*



*Maintenant que mon emploi syndiqué est enfin arrivé  
Je repense à de lointains souvenirs  
Comme lorsque je me suis endormi au volant après avoir  
travaillé 20 heures de suite  
Je repense à ces moments et je me rends compte de ma chance  
Avec l'emploi que j'ai aujourd'hui,  
Parce que j'ai maintenant :  
Une convention collective qui défend mes intérêts  
Un délégué syndical qui me représente  
Un comité de santé et de sécurité qui me protège*



*Mais parfois, même tout cela n'est pas assez  
Antonio Ahneida a perdu la vie en travaillant pour la  
Commission de transport de Toronto  
Le 23 avril 2007; puisse-t-il reposer en paix  
Puissent tous nos confrères et consœurs du SCFP  
qui sont morts au travail  
Reposer en paix.  
Puissent leur mort sensibiliser nos employeurs à cette  
vilaine maladie  
Qui fait passer les profits avant les gens, avant la santé  
et la sécurité  
Trop de gens dans le monde sont morts  
Parce qu'une société cupide a interdit à ses travailleurs  
de se syndiquer  
A refusé de respecter leur droit  
À des lieux de travail sûrs et à la dignité au travail  
Je remercie Dieu d'avoir survécu à mes emplois de jeunesse  
Avec seulement un vaccin contre le tétanos et la colère  
sur mon visage  
Parce que jamais plus je n'accorderai plus d'importance  
à l'argent qu'à ma santé et à ma sécurité  
Et je prierai pour que tous les travailleurs puissent  
gagner leur vie en toute sécurité.*

© Luis Eduardo Mejicano  
Traduit par Louise O'Neill

Luis Eduardo Mejicano—alias « Spin »—est secrétaire-trésorier du conseil régional de Toronto. Il a présenté ce poème le 28 avril 2007 à la rencontre nationale des conseils régionaux, accompagné du batteur et membre de la section locale 3903 du SCFP Ruben Esguerra.





## **Une municipalité, ça se fait en public**

Des services sûrs et fiables.  
Quand ils sont publics,  
c'est possible!

**SCFP.ca**

*Syndicat canadien de la fonction publique*